

REVENDEICATIONS, RÉFLEXIONS, PROPOSITIONS DE LA CGT

Monsieur Bolloré, arrêtez les hostilités!

Respectez vos engagements, appliquez la solution négociée par la CGT avec l'ensemble des éditeurs de la presse quotidienne nationale et validée par le gouvernement. Cet accord est fondé sur la pérennité de l'imprimerie du *Monde*, à commencer par sa charge de travail. *Direct Matin* en fait partie, vous vous y êtes engagé. Quant à vous, Messieurs les éditeurs, la CGT vous demande de tenir sans délai une réunion tripartite, avec le groupe Bolloré, pour sortir de l'impasse actuelle et permettre l'application de l'accord concernant les imprimeries.

MODERNISEZ L'IMPRIMERIE DU MONDE!

Quoi de plus normal que les investissements promis se réalisent et servent à rendre l'imprimerie capable de prendre toutes les commandes de tous les clients possibles? C'est un engagement qui doit être respecté. Que la direction du *Monde* tienne son rôle professionnel, qu'elle cesse de jouer de façon puérile et irresponsable avec l'identité de l'imprimeur candidat à l'investissement dans l'outil industriel du journal. L'investissement industriel doit se réaliser dans le cadre social de la presse nationale.

TOUS LES SALARIÉS QUI CONCOURENT À LA RÉALISATION DU JOURNAL SONT LE CŒUR DU MÉTIER

Moderniser l'imprimerie relève-t-il de l'acharnement thérapeutique? Au fond, se disent certains, replions-nous sur le cœur du métier, et le tour sera joué, l'avenir sera assuré. **Fort bien. Mais qui est le cœur?**

La rédaction, nigaud... Soit, mais la rédaction perd elle aussi des effectifs au nom sacro-saint des gains de productivité. Au point que la qualité s'en ressent, que la collecte des infos se fait en ligne. Du coup, le métier est ébranlé par le Net. Et que vaut un article sans moyens de réalisation, de fabrication, de distribution, papier comme web?



M. Bolloré, si la véracité de vos enseignements ressemble au respect de vos engagements, serait fou l'étudiant qui y croirait!
Une nouvelle façon de concevoir la formation de demain?

Non, objectent d'autres: le cœur du métier, c'est la rédaction du Net, celle du papier imprimé relève de l'ancien média en voie de désintégration. Les Américains des Etats-Unis ne le prouvent-ils pas tous les jours? Sauf que le cœur du problème, c'est que le Net ne paie pas son homme: les éditeurs en viennent à faire payer une bonne partie des articles en ligne parce que la source du profit reste le papier imprimé...

Pas du tout, disent d'autres encore: le cœur du métier, ce sont ceux qui rédigent la ligne éditoriale, les plumes. Les autres, papier ou web, ne sont que rubricards subalternes ou petites mains technico-rédactionnelles. Tout juste ne les considèrent-ils pas comme une sous-traitance recueillie par charité dans le journal... Le refuge dans le corporatisme intégriste, voilà la solution.

Il y a toujours plus au cœur que soi. L'externalisation est au cœur d'un processus de refonte de l'entreprise de presse, elle se respecte aucune frontière d'aucun métier. Elle a un autre défaut,

majeur: elle développe l'égoïsme glacé, l'indifférence à l'autre, l'illusion qu'on peut s'en tirer l'un sans l'autre, contre l'autre.

La CGT propose d'appliquer en permanence le principe de solidarité à tous les salariés: la réalisation d'un journal est une œuvre collective, et c'est bien cet esprit collectif qui doit se décliner sous forme de solidarité.

L'EMPLOI ET L'INFORMATION, UN MÊME COMBAT

Les employeurs s'amusent à opposer les catégories entre elles, à procéder à la réduction des effectifs entreprise par entreprise, service par service. Le bilan? L'effectif s'amenuise, mais tous les problèmes demeurent: méfiance du lectorat, vente déclinante de la presse, initiative éditoriale des plus pauvres sur le web, réflexion absente sur les fonctions respectives des supports papier et web, perte d'adhésion des salariés à l'entreprise d'information, etc.

A être obséder par la réduction de la masse salariale, les éditeurs en oublient l'objet même de l'entreprise, le service de l'information. Pire, ils estiment que la vente de l'information est leur domaine véritable. L'esprit de boutique l'emporte.

La CGT propose de traiter l'entreprise d'information sous l'angle des compétences requises, des formations professionnelles à mettre en œuvre, des stratégies de conquête du lectorat.

Le passage au numérique, pour la CGT, ne doit pas être utilisé comme un moyen de destruction du cadre social, qui permettrait au patronat d'utiliser à son insu un salariat précarisé contre un salariat doté de droits sociaux. De nouvelles qualifications, des évolutions professionnelles sont possibles et s'affirment comme un refus de la campagne de démoralisation, de négation de l'avenir, menée par les directions d'entreprise.

ENSEMBLE! LES SALARIÉS DES IMPRIMERIES DE PRESSE ET DE LA BEUR ONT LES MÊMES INTÉRÊTS

Bolloré, choisissant Brodard Graphique ou une autre imprimerie de Labeur, tente de dresser les salariés de l'industrie graphique contre ceux de la presse quotidienne. C'est à l'inverse une chaîne de solidarité que la CGT propose de construire entre salariés. L'emploi des uns conforte celui des autres. Laisser se développer la concurrence entre salariés, c'est donner la main aux patrons, qui tirent les ficelles. Les emplois et les salaires de tous seraient menacés, si une telle concurrence devait l'emporter. Car la guerre des prix entre patrons imprimeurs se déroule toujours en économisant sur la masse salariale. Il y a toujours moins cher ailleurs, ce qui rend la charge de travail toujours plus nomade, d'un centre d'impression à l'autre. L'antidote à ce poison de la concurrence entre salariés, c'est l'organisation concrète de la solidarité, c'est la coordination des revendications et des actions. C'est bien ce que la CGT propose de construire. ■

Directmalin

Direct Malin "Numéro 2 spécial CGT"
réalisé par la Filpac CGT et le CILP CGT

263, rue de Paris ★ 93514 Montreuil Cedex
Site Internet : www.filpac-cgt.fr ★ Mail : filpac@filpac-CGT.fr

★ Directeur de publication : Michel Muller
★ Imprimerie spéciale

SALARIÉS DES CENTRES ÉDITORIAUX DE LA PRESSE

Direct **matin** ²

www.filpac-cgt.fr



► LE 21 JANVIER

Assemblée des militants CGT de la presse à l'imprimerie du Monde à l'appel du CILP et de la Filpac



► DEPUIS LE 8 JANVIER

Contrairement à ce que dit Bolloré, c'est son groupe qui a décidé de ne plus imprimer Direct Matin.

Bolloré ment : ce n'est pas un mouvement social qui empêche la parution du *Direct Matin* et de *Direct Soir*, c'est sa propre décision de ne plus les éditer suite au départ de l'imprimerie du Monde du gratuit *Direct Matin*. Et s'il ment, le grand Bolloré, c'est qu'il a bien des choses à cacher.

En quoi est-ce si important que Vincent Bolloré retire son gratuit *Direct Matin* de l'imprimerie du Monde?

Le départ de *Direct Matin* n'est motivé par rien, en tout cas par aucun motif clair, transparent et avouable. Là est tout le problème. La qualité d'impression ? C'est le prétexte officiel, invoqué par Bolloré Médias. Mais elle est au rendez-vous, cette qualité ! Et c'est bien pour l'étendre à toutes les rotatives sans exception que la CGT demande la modernisation de l'imprimerie du Monde.

Pourquoi juger que cet acte a quelque chose à voir avec la construction de grands groupes multimédias ?

Bolloré, c'est un empire, un des grands conglomérats mondiaux, un poids lourd du capitalisme français, présent dans des dizaines de pays, dont 43 pays africains. Quand il agit, c'est en fonction de visées stratégiques. Et Bolloré considère que la chaîne Direct 8, les gratuits *Direct Matin* et *Direct Soir*, ou encore le contrôle de Havas, l'un des leaders mondiaux de la publicité, tout ça, c'est bien petit : il lui faut un empire multimédias.

mobile, sites Internet, régies publicitaires, etc. – dans un même groupe.

Mais ce n'est pas la première fois que de grands groupes industriels et financiers dominent l'information. Qu'y a-t-il de vraiment nouveau ?

On se souvient en effet de l'empire Hersant, qui tenta même une incursion dans la télé, avec la Cinquième chaîne.

On connaît l'empire Lagardère sur les magazines, la radio, la distribution de la presse (Presstalis, ex-NMPP).

Mais le numérique change tout : le ou les groupes en devenir vont s'ériger autour de la numérisation généralisée des entreprises d'information, presse, radio, télé, internet mobile (téléphone...).

La révolution technologique en cours offre aux capitaux de concentrer comme jamais des groupes réunissant tous les médias en fonction du média des médias, Internet.

La nouveauté est là, dans la combinaison du numérique et de l'investissement de capitaux provenant de groupes qui disposent de forces inégalées d'investissement.

4 QUESTIONS SUR BOLLORE ET L'INFORMATION

Le contenu rédactionnel ? Il dépend en partie des rédactions du Monde et de *Courrier International*, titres qui engagent leur autorité comme gage de la qualité du gratuit.

Le Monde serait-il un voisin gênant ? Mais le journal possède des parts dans l'entreprise *Direct Matin* ! Et à ce jour ni *le Monde* ni *Courrier international* n'ont émis l'hypothèse d'arrêter leur collaboration journalistique.

Alors ? Bolloré voudrait affaiblir *Le Monde* en fragilisant ses moyens industriels qu'il ne s'y prendrait pas autrement. L'impression de *Direct Matin* compte dans le chiffre d'affaires de l'imprimerie. Retirer *Direct Matin*, c'est affaiblir l'imprimerie, donc les moyens de l'indépendance du Monde. Si *Le Monde* n'avait plus son imprimerie, un candidat est tout désigné et s'est déjà manifesté, l'imprimerie du... *Figaro*, grand concurrent du Monde.

Que deviendrait l'indépendance du Monde si son impression dépendait du *Figaro*, son principal concurrent ?

L'emploi, un détail négligeable ? Les dégâts sociaux immédiats seraient importants, parmi les salariés de l'imprimerie comme parmi les salariés dont la production journalistique est achetée par *Direct Matin*.

Bolloré veut-il concurrencer *Le Monde* par un quotidien payant, ou bien prendre le contrôle du Monde ? Jusqu'à présent on prêtait à Lagardère, présent au capital du Monde, l'intention de faire main basse sur le quotidien de référence. En tout cas, l'empire Bolloré est en marche et *Direct Matin* n'est qu'un signe avant-coureur de sa construction.

LVMH est dans le mouvement. C'est au Monde que s'imprime le quotidien *Les Echos*, propriété du groupe de luxe de Bernard Arnault. Hasard ? *Les Echos* envisagent de façon rapide de confier leur impression au groupe... *Le Figaro*, propriété de Dassault.

Bolloré, LVMH, Dassault, Lagardère... Ceux-là ne jouent que dans la cour des grands. Parce que les grands, ce sont eux, et que Sarkozy s'est entendu avec eux pour bâtir « un ou deux grands champions nationaux du multimédia », de taille internationale. Ce projet a été annoncé par l'Élysée au début des états généraux de la presse. Il prend tournure en ce moment même.

Il faut pour cela des capitaux. Comme « un repas n'est jamais gratuit », leur appétit sur l'information suppose l'absorption des titres de presse et la concentration de moyens multimédias – télé, internet

Se battre contre le nouveau au nom de l'ancien ? Ce serait voué à l'échec !

La CGT se bat pour que dans le nouveau, les groupes en gestation, comme dans l'ancien, la presse imprimée et ses sites Internet, l'emploi, les qualifications, l'indépendance de l'information et son pluralisme soient respectés. Pour le libéralisme, l'avenir doit se bâtir contre le droit social et le pluralisme de la presse, déclarés archaïques.

La révolution technologique est en marche de façon irréversible. L'investissement de capitaux dans les entreprises d'information est nécessaire. Mais ces deux grands mouvements doivent être encadrés solidement par le respect des salariés, de leurs emplois, de leurs qualifications et de l'information.

Le passage à l'univers numérique doit représenter un bond en avant social, par un retour au capitalisme sauvage. L'investissement doit bénéficier à la qualité de l'information, pas à sa dégradation au rang de marchandise subalterne, au service des affaires des groupes qui la possèderaient. ■

Menace sur l'indépendance

Bolloré menace l'existence de l'imprimerie et Lagardère lorgne sur la rédaction et la recapitalisation du *Monde*. Que cachent les manœuvres de ces deux industriels ? Et si ces actions étaient concertées, pour affaiblir l'indépendance du quotidien du soir ? Un scénario rendu crédible par les actuelles mutations de la presse.

Dans une économie où les investisseurs entendent que la presse devienne une marchandise à leur disposition, l'un des trop rares titres de la presse quotidienne nationale française à occuper une place particulière sur la scène nationale et internationale se nomme *Le Monde*. On comprend mieux l'empressement de Bolloré à vouloir saborder « le journal de référence » pour faire place nette, afin de mieux placer son quotidien payant du soir prévu dans les kiosques pour les prochains mois.

Dans ce paysage médiatique, à l'approche des élections régionales et de la plus importante du point de vue de l'Élysée, l'élection présidentielle, un seul quotidien qui ne serait pas détenu par l'un de ses amis représente un danger potentiel. Malheureusement pour le président de la République, son omniprésent et ultra-libéral ami Alain Minc, n'est plus depuis quelques mois le président du Conseil de surveillance du *Monde*. Il conseille de près... Vincent Bolloré. Il leur faut donc agir vite afin qu'une information uniforme fasse d'un président de la République au bilan bien sombre, mais agité en permanence, le président d'une France flamboyante. Sinon à quoi (ou plutôt à qui !) peuvent bien servir les médias !

▲ L'INDÉPENDANCE DU MONDE, C'EST AUSSI LE MAINTIEN DE SON OUTIL INDUSTRIEL !

Un seul petit « hic » dans cette stratégie bien huilée. La Société des rédacteurs du *Monde* (SRM) ne l'entend pas de la sorte et reste jusqu'à nouvel ordre le centre décisionnel de toutes évolutions structurelle, capitalistique ou éditoriale du titre.

Le conseil de surveillance du *Monde*, confronté à des difficultés financières s'est défait en l'espace de deux ans d'un nombre important de quotidiens et de magazines qui diversifiaient avantageusement en termes d'offres éditoriales le groupe *Le Monde*.

La frénétique obsession à vouloir rembourser les Obligations Remboursables en Action (ORA), au-delà de problèmes financiers qui ne sont pas contestables, trouve aussi sa raison d'être dans la crainte d'une possible recapitalisation qui anéantirait le rôle central qu'occupe actuellement la Société des rédacteurs du *Monde*. Arnaud Lagardère – autre

grand ami du Président – actionnaire du groupe *Le Monde*, est à l'affût. En prédateur avisé, il attend patiemment son heure afin de porter l'estocade fatale au dernier îlot qui résiste encore à l'appétit farouche « des amis du président » prête à réaliser le « grand chelem » sur la presse quotidienne nationale.

▲ L'HEURE EST À L'UNITÉ POUR DÉFENDRE LE TITRE ET LES EMPLOIS.

Cette ferme détermination de la Société des rédacteurs à manifester son indépendance,



Le 21 janvier 2010, journalistes, correcteurs, imprimeurs et distributeurs s'étaient donnés rendez-vous à l'imprimerie du *Monde* pour faire le point sur l'attaque de Bolloré.

la CGT la comprend et la soutient. Encore faudrait-il que la Société des rédacteurs comprenne le grand intérêt pour le groupe *Le Monde*, à conserver et moderniser son imprimerie. La CGT n'exige pas que le groupe *Le Monde* reste le principal actionnaire majoritaire de l'imprimerie, mais un actionnaire prépondérant qui ne soit pas relégué au rang de client parmi d'autres clients pour l'impression du quotidien et de ses suppléments. La remise en cause des contrats d'impression du groupe LVMH (*Les Echos*) et de Bolloré (*Direct Matin Plus*) démontre que les engagements peuvent être unilatéraux et dénoncés selon le bon vouloir d'un éditeur ou d'un imprimeur qui ne prend en compte que son propre intérêt. L'abandon de l'imprimerie du *Monde* reviendrait à confier l'ensemble de la production du groupe *Le Monde* à un imprimeur extérieur.

Dès lors, *quid* de la baisse des coûts d'impressions uniquement possibles à l'heure actuelle par le biais de négociations internes ?

Dans le cas de figure d'une production du *Monde* externalisée, qui empêcherait alors à un imprimeur d'imposer ses propres tarifs pour pressuriser davantage le groupe ? La direction du *Monde* serait-elle, en cas de retard suite à des problèmes techniques, – se reporter à la situation du vendredi 22 janvier 2010 devrait convaincre les plus sceptiques ! – en capacité d'imposer le tirage du quotidien dans le même créneau horaire en évitant de payer de lourdes pénalités ? Pourrait-elle imposer l'impression de suppléments en fonction de l'actualité dans des délais réduits ?

carrer cette volonté délibérée de destruction « d'un journal qui ne serait pas dans le moule ».

▲ FACE À CETTE OFFENSIVE CIBLÉE, QUE FAIT LA DIRECTION DU MONDE ?

L'inquiétude des salariés du groupe *Le Monde* est légitime. Leur avenir oscille-t-il entre cessions, départs volontaires ou demain licenciements secs ? Il y a peu, ce sont les salariés des Journaux du Midi, de Fleurus Presse, du Cahiers du Cinéma, de La Librairie La Procure – les salariés de *Télérama* demain ? – qui viennent d'être poussés à la porte du groupe *Le Monde*.

La CGT semble être la seule à s'inquiéter du sort réservé à ces anciens salariés du groupe à qui l'on promettait monts et merveilles dans le cadre des cessions et qui se retrouvent pour certains d'entre eux – malgré les engagements fermes et réciproques des repreneurs et du directoire du *Monde* – à entrevoir leur avenir par le seul prisme de Pôle Emploi. Aujourd'hui, le même sort est-il réservé aux salariés de l'imprimerie ? Et demain, qu'en sera-t-il de l'avenir des salariés de la Société Editrice du *Monde* ?

Dans le cadre d'un futur repreneur de l'imprimerie, la mode semble être à la « négociation exclusive » avec un « Zorro » à qui l'on a bien des difficultés à retirer le masque. Cette stratégie inquiète plus qu'elle ne rassure. Face à l'offensive de Bolloré et de Lagardère « les petites cachoterries entre amis n'ont plus lieu d'être ».

▲ L'ENJEU ? 250 EMPLOIS.

La CGT rappelle que la modernisation de l'imprimerie du *Monde* est partie intégrante des accords de modernisation des imprimeries de la presse quotidienne nationale. Elle entend que les négociations en cours fassent l'objet d'une totale transparence et établissent dans les plus brefs délais un calendrier précis pour la mise en œuvre de la modernisation de l'imprimerie. MM. Schweitzer, Fottorino et Guiraud, ça urge : 250 emplois sont concernés par cette prise de décision ! La CGT a toujours favorisé la voie de la négociation et respecté ses engagements.

Messieurs, à vous d'en faire de même ! ■

Le monde du silence

Le Monde du silence... Le film événement du commandant Cousteau nous révéla jadis les profondeurs océanes. L'affaire Bolloré nous plonge-t-elle dans les abysses de l'information domestiquée ? Tant d'organes d'information, à l'unisson, taisent les menées de Vincent Bolloré... Complicité de coulisses, cercle de patrons coordonnés ? Ce siècle n'a que dix ans, et il ferait déjà nuit sur l'information à l'heure des Bouygues (TF1), LVMH (*Les Echos*), Dassault (*Le Figaro*), Lagardère (les magazines et Europe 1), Bolloré et autre Crédit Mutuel (tous les journaux de la façade Est de la France) ?

Aucun article, aucun écho, aucune brève. Rien n'est venu informer le lecteur, l'auditeur, le téléspectateur... L'internaute ? Peut-être, s'il va sur le site de la Filpac CGT. Cette décision de Bolloré, les actions qu'elle suscite, menées par les salariés de l'imprimerie du *Monde*, pas digne de quelques lignes ? Ou censure ?

Voilà les imprimeurs-rotativistes et les salariés de la presse en général qui se heurtent au mur du silence, au monde du silence. Comme beaucoup de celles et ceux qui luttent, dont le combat ne plaît ni à l'Elysée ni aux grands patrons. Comme si ce silence préfigurerait ce que serait l'information domestiquée s'ils réussissent leur coup.

Ils feraient bien de réfléchir, ces beaux messieurs. Le désamour s'approfondit entre les mensonges officiels, l'information tronquée, et l'opinion si versatile. On ne leur fait pas impunément le coup du virus H1N1, des gentils banquiers, de la santé de Johnny, de l'hypermédiatisation de Sarkozy sans que la méfiance se développe, sans que le divorce ne soit consommé avec la vérité officielle et le bourrage de crâne.

▲ LE DOUTE EST DE MISE

Une majorité (66 %) de la population française doute de l'indépendance des journalistes « face aux pressions des

partis politiques et du pouvoir », selon les sondages traditionnels de début d'année. C'est que les patrons au pouvoir dans les médias ont pris le parti de réduire les marges de manœuvre de ces journalistes. D'autant que les principaux instituts de sondage appartiennent au même patronat...

Doit-on en conclure que la ligne éditoriale n'est plus fixée en toute indépendance lors des conférences de rédaction par des professionnels aux règles déontologiques strictes, mais en amont et en pleine connivence, dans le cercle restreint des propriétaires de quotidiens de presse ? Qui paie dirige ?

▲ CONCENTRATION NE RIME PAS AVEC LIBERTÉ D'EXPRESSION

Plus le nombre de propriétaires d'organes d'information se réduit, plus la critique devient difficile, risquée. Bolloré est intransigent avec ceux des journalistes qui évoquent la France-Afrique, ses mœurs sur ce continent, sa proximité avec de nombreux gouvernements à la démocratie vacillante.

Et quand ce n'est pas un interventionnisme brutal, c'est la précarité des journalistes

qui vient leur rappeler combien leur position sociale est fragile. Et puis la publicité fait le reste. Ainsi de ces journalistes des *Echos*, qui eurent l'audace de divulguer le salaire du patron du Crédit Mutuel, Michel Lucas. Or, la banque est l'un des principaux annonceurs du titre. Sanctionnés, *Les Echos* ont subi. Tout comme ceux de France Inter ont subi les foudres de Bolloré à l'occasion d'un reportage sur une partie de l'empire africain de la famille.

▲ LE SORT DU MONDE

Le sort du *Monde* et de deux cents soixante-dix salariés est en jeu et les colonnes de nos quotidiens restent vides de toute information. La mainmise des industriels, patrons de presse, joue à plein. La presse en arrive à ne plus croire en son avenir, pour elle la fin est là et rien ne pourra l'épargner.

Cette théorie de l'apocalypse qui voudrait que la presse aille inéluctablement à sa perte, la CGT la rejette et la combat. Les rédactions, les imprimeries, la distribution et les papeteries ont un avenir. Il faut développer cet ensemble qui fait la grandeur d'une démocratie. Ce silence s'oppose à la construction de cet avenir. Perçons le mur du silence. ■



Œuvre double de Jacques-Yves Cousteau (co-écrite avec Frédéric Dumas et parue en 1953, puis réalisée en 1955 avec Louis Malle), *Le monde du silence* pourrait inspirer le Directoire et les dirigeants du groupe *Le Monde* : l'objectif est de lever le voile sur l'inconnu pour comprendre et construire...

QUELQUES HEUREUX PROPRIÉTAIRES...

GRUPE LAGARDÈRE

Radios : Europe 1, Europe 2, RFM.

Nombreuses stations en Europe de l'Est, Russie comprise.

Télévisions : Canal+ (20 %), Canal J et ses dérivés, MCM, Gulli, Europe 2 (au total 10 chaînes thématiques).

Presse : il vend à l'été 2007 *La Provence*, *Nice-Matin*, *Var-Matin* et *Corse-Matin* au groupe Hersant.

Il se concentre sur la presse magazine : *Version Femina*, *TV Hebdo*, *Elle*, *Paris-Match*, *France-Dimanche*, *Ici-Paris*, *Public*, *Le Journal du Dimanche*, *Télé 7 Jours*, *Parents*, *Pariscopes*, *Première* (soit 38 titres).

Diffusion de la presse : principal opérateur de Prestalis (ex NMPP), propriétaire de 4 000 boutiques sous l'enseigne Relay et Virgin.

Sports : Sportive, Société d'exploitation des droits sportifs (exploitation du stade Jean-Bouin, à Paris et du centre sportif de la Croix-Catelan, à Paris).

GRUPE HERSANT MEDIA

Presse : *Paris-Normandie*, *Le Havre Libre*, *Nice-Matin*, *La Provence*, *L'Union de Reims*, etc.

France-Antilles (devenu groupe Hersant Media) : 280 journaux gratuits d'annonces, avec la société Comareg (Paru-Vendu).

GRUPE AMAURY

Presse : *L'Équipe*, *Le Parisien Libéré*, *Aujourd'hui en France*, *France Football*.

Amaury Sport Organisation : Tour de France, Dakar, Paris-Nice et les principales courses cyclistes.

Diffusion de la presse : SDVP.

GRUPE LE FIGARO (DASSAULT)

Presse : *Le Figaro*.

Hebdomadaires : *Le Journal des Finances*, *TV Magazine*, *Le Républicain de l'Essonne*.

Magazines : *Le Figaro Magazine*, *Le Figaro Madame*, *Le Figaroscope*, *Le Figaro Littéraire*, *So Figaro*, *Figaro Plus*, *Femina*, *Le Figaro et Vous*.

Journaux d'annonces (Adenclassfield) : *Le Particulier*, *Le Figaro Réussir*, *Le Figaro Etudiant*...

Tous ces titres sont déclinés sur le Web.

Web : pôle Réussir (éditions spéciales d'annonces), pôle immobilier (leader des annonces immobilières : 92 % de part de marché et 128 000 annonces par an), pôle Automobile (petites annonces de l'automobile pour les particuliers et les professionnels), *Le Figaro Actualités*, *Le Figaro Economie*, *Le Figaro et Vous*.

Imprimeries : IDN, à Paris et participations croisées dans des centres d'impressions en province.